

point, car le bill qui nous est présentement soumis a pour fin l'attribution de fortes sommes d'argent pour la poursuite de notre effort de guerre. Ces hommes d'affaires voient des comités qui dressent des plans comportant des dépenses pour des milliards de dollars et ils se demandent d'où vient l'argent. Avant la guerre, les dépenses du gouvernement fédéral s'élevaient annuellement à un demi-milliard. Nous avons maintenant des projets pour la sécurité sociale et la santé du peuple qui coûteront au pays, d'une façon ou d'une autre, des centaines de millions par année. En prenant connaissance de ces projets, je me demande si quelqu'un a réellement pris la peine de se demander d'où venait l'argent. Par là, je ne veux pas dire qu'un haut fonctionnaire du Gouvernement peut calculer de quelle façon il trouvera les fonds en créant tel ou tel impôt. Je demande tout simplement si un économiste a pris la peine de calculer de quelle façon le pauvre contribuable se procurera l'argent pour payer l'impôt qui servira à l'application de tous ces projets.

Lorsque M. Marsh a comparu devant le comité du Sénat, l'honorable sénateur de Saskatchewan-Nord (l'honorable M. Horner) lui a demandé s'il avait quelque expérience dans l'embauchage d'un personnel et il a répondu: "Non". Voilà pour moi, honorables sénateurs, le nœud de la question. De nombreux projets pour l'avenir sont exposés par des hommes qui n'ont que peu ou point d'expérience des affaires et qui ignorent tout des problèmes, des soucis et des tribulations de l'homme d'affaires modeste. Que connaissent de la conduite des affaires tous ces bâtisseurs de théories? En connaissent-ils le premier mot? Ont-ils jamais eu à songer dès le lundi matin, comme bien d'autres doivent le faire, au chiffre d'affaires qu'ils devront atteindre durant la semaine pour être en mesure de payer en espèces sonnantes et non en promesses leurs employés quand vient le samedi midi? C'est précisément de ce modeste homme d'affaires dont je tiens à dire quelques mots aujourd'hui.

Les frères James semblent tenir une grande place dans la vie de M. Marsh. Il craint saint Jacques et c'est pourquoi il travaille pour Cyril James et je prétends que si l'on ne met pas un frein aux idéologies de M. Marsh et consorts, le petit homme d'affaires du Canada croira que Jesse James est revenu sur terre pour parcourir le pays, au galop de son cheval, en tenant un revolver dans chaque main.

Je me demande si bien des membres de cette Chambre se rendent compte des difficultés que traverse le modeste homme d'affaires de nos jours. Je me demande s'ils savent que des centaines, que dis-je, des milliers de petites entreprises doivent s'excuser à leur banquier de ne pouvoir rencontrer leurs em-

prunts et solliciter des délais à cause des lourds impôts qu'ils doivent acquitter. Je tiens donc à faire cette déclaration, sans crainte d'être contredit, qu'à moins d'une forte réduction des impôts après la guerre, des milliers de petites entreprises devront fermer leurs portes. A l'heure actuelle, les impôts ont atteint un point qui équivaut presque à une mesure de confiscation des biens. Personne ne s'y est opposé et personne ne s'y opposera. Toute le monde—que ce soit un baron de la finance de la rue Saint-Jacques, un petit négociant, un cultivateur, un artisan ou un simple ouvrier—ira jusqu'à la limite des sacrifices, tant pour ce qui est des impôts que des souscriptions aux emprunts de la Victoire pour seconder notre armée d'outre-mer et pour fournir aux Alliés les munitions nécessaires. Mais, une fois la guerre finie, qu'advient-il du modeste homme d'affaires? A l'heure actuelle, personne ne s'en préoccupe. Ce petit homme d'affaires est d'ordinaire un bon père de famille qui aide de ses souscriptions son église et les œuvres de bienfaisance. Il ne réalise pas de gros profits, mais il fait vivre sa famille et rend de bons services à sa localité. Il a droit à la considération générale et c'est à lui que nous devons songer si nous ne voulons pas qu'après la guerre il fasse faillite et laisse le champ libre aux gros consortiums et aux chaînes de magasins.

Sur le même sujet, j'aimerais à lire un court article de rédaction qui a paru le 19 juin dans le *Telegraph-Journal* de Saint-Jean, si ce n'est pas abuser de votre patience. Le *Telegraph-Journal* est le porte-parole de la ville de Saint-Jean, la plus grande ville du Nouveau-Brunswick. Cet article est intitulé: "Blueprinting the Future" et il se lit ainsi:

De très vastes sujets—les ressources naturelles des provinces Maritimes et leur avenir—ont été soulevés aujourd'hui à l'ouverture de la conférence tenue à Sackville sous les auspices d'un sous-comité du comité consultatif James sur le rétablissement au Canada.

Il est consolant de voir l'intérêt intense que portent les éducateurs universitaires au bien-être du Canada dans l'après-guerre, car plusieurs d'entre eux sont fort écoutés à Ottawa. Espérons qu'en traçant notre avenir, le Gouvernement et ses conseillers tiendront bien compte de l'expérience et des opinions des hommes d'affaires aux idées pratiques qui ont démontré qu'ils possédaient ce don de convertir les saines théories en réalisations efficaces tant par l'emploi de la main-d'œuvre que de la machinerie.

Préoccupée qu'elle était par la nécessité de remporter la victoire, la grande masse des Canadiens n'a pas prêté aux travaux de ceux qui dressent des plans ambitieux pour le pays la même attention qu'elle leur eût accordée si le monde avait été en paix. De là résulte pour ces élaborateurs du régime futur une lourde responsabilité, celle de surveiller ces influences extrémistes qui peuvent s'exercer sur eux. Il est une chose à laquelle les Canadiens s'opposent éner-

L'hon. M. DAVIES.